

MARSEILLE – 13 novembre 2012

Intervention d'Anthony Bouthelier, Président délégué du CIAN

L'habitude a été prise de privilégier le schéma d'investissements du « Nord » vers le « Sud » mais il y a de plus en plus d'investissements Sud-Sud voire Sud-Nord. Ceci renforce l'interconnexion des économies méditerranéennes.

I. La Méditerranée des projets

Se concentrer sur les relations « professionnelles » en développant la communication entre les organisations patronales, chambres de commerce etc....

Le secteur privé a la culture du résultat, l'administration a plutôt celle des procédures et à l'heure actuelle, la situation n'est pas mûre pour des avancées politiques.

II. Le rôle essentiel des PME PMI

Plus que les grands groupes, les PME PMI favorisent dans les populations la diffusion des richesses créées. Elles sont un facteur essentiel du développement.

Or le pourtour de la Méditerranée est dans leur zone d'accessibilité pour reprendre le « jargon » des Ecoles de commerce. Ceci est déjà illustré par les exemples tunisiens et marocains où de nombreuses PME européennes interviennent soit directement soit en association avec les entreprises locales. Ajoutons aussi les investissements maghrébins en Europe.

Il n'y a donc pas le seul avantage de la faible distance géographique mais aussi la proximité, le métissage des acteurs.

III. Le rôle des Etats

La recette de développement est universelle, c'est une osmose entre un Etat de droit fort et un secteur privé dynamique. Même la Chine communiste s'est pliée à cette règle en créant à la fin des années 70, le pilote de la nouvelle zone économique de Shenzhen.

L'entrepreneur est un gestionnaire de risques, il a besoin de visibilité pour investir. Il faut donc un Etat de droit dont les règles sont connues et respectées. Les PME PMI sont plus vulnérables que les grands groupes ; plus que ces derniers, elles sont tributaires de l'environnement des affaires.

Au rôle de gardien des règles, l'Etat ajoute celui d'orientation des investissements. Les messages doivent être positifs et le contre exemple est celui de l'Algérie qui interdit aux étrangers de détenir plus de 50% d'une société, comment expliquer à un patron de PME qu'il ne sera pas maître de son investissement ?

Le dialogue Administration/ Secteur privé est la clef du développement. La Méditerranée est un champ propice à l'intervention des PME et PMI que peuvent aider les organisations d'entreprises.